

# Grand Paris Express, le 93 et le 94 restent vigilants

Humanité Quotidien

4 Mai, 2011

Territoires Du côté de chez vous

Claude Bartolone, président (PS) du conseil général de la Seine-Saint-Denis, et son homologue (PCF) du Val-de-Marne, Christian Favier, défendent la proximité auprès de la Société du Grand Paris.

«Ils» sont déterminés à ce que la réalisation de Grand Paris Express, le projet de métro automatique autour de la capitale, se fasse pleinement dans l'intérêt des populations de l'Est parisien. Pour se faire, «ils» sont intervenus ensemble, le 27 avril dernier, lors du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris (SGP), en responsabilité pour réaliser Grand Paris Express. «Ils», ce sont les présidents des conseils généraux de la Seine-Saint-Denis, le socialiste Claude Bartolone, et celui du Val-de-Marne, le communiste Christian Favier.

Le 26<sup>janvier</sup> dernier, en présence du ministre chargé du Grand Paris, Maurice Leroy, et du président (PS) du conseil régional d'Île-de-France, Jean-Paul Huchon, était rendu public un accord gouvernement-région, que d'aucuns qualifient d'historique. Cet accord regroupe le projet régional Arc Express et celui de l'État, Grand Paris. Devenant Grand Paris Express, ce nouveau projet valide la réalisation d'un métro automatique en proche et moyenne banlieue. Il répond pour l'essentiel aux attentes des populations largement exprimées dans les débats publics. Particulièrement dans le Val-de-Marne, puisqu'il recoupe le projet de métro porté de longue date par la population et les élus de tous bords, Orbival, qui relie les Hauts-de-Seine à la Seine-Saint-Denis.

Cependant, dès janvier, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne proposaient, à l'unanimité, un projet supplémentaire, Arc Est. Celui-ci reliait Champigny-sur-Marne (94) à Saint-Denis (93) en passant par Fontenay-sous-Bois (94) et Bobigny (93). Un projet qui complétait le dispositif retenu le 26<sup>janvier</sup> pour l'Est parisien, Arc Grand Est. Cette double boucle, Arc Grand Est et Arc Est répondait aux besoins de proximité des populations concernées.

Certes, la mission d'étude confiée par le gouvernement à Pascal Auzannet avait inscrit cette proposition dans ses préconisations. Mais les deux présidents de conseils généraux ont ressenti le besoin, dans la perspective du conseil de surveillance de la SGP le 26<sup>mai</sup> prochain (qui arrêtera les tracés définitifs du futur métro), de réaffirmer publiquement leur projet commun. Afin qu'il soit bel et bien pris en compte mais aussi que la réalisation des deux branches de ce qui ne serait, finalement, qu'un seul et même projet, se fasse dans le même temps.

La vigilance semble de mise chez les élus pour que ces projets de transport, attendus depuis si longtemps, répondent bien aux attentes.

Max Staat